

ALORS QUE LA MINUSMA INSISTE SUR LE RÔLE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Le processus de paix et de réconciliation se poursuit au Mali

La mise en œuvre de l'accord de paix et de réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger, se poursuit au moment où la mission multidimensionnelle intégrée des Nations-Unies pour la stabilisation au Mali (Minusma) continue d'insister sur le rôle essentiel des acteurs de la société civile dans l'application de l'Accord, signé en juin 2015.

Dans le cadre des efforts visant à réaliser davantage de progrès dans le cadre du processus de paix au Mali, les organisations de la société civile malienne et les représentants de la Minusma ont réaffirmé récemment, lors d'une rencontre à Bamako, leur soutien à la société civile malienne.

Pour la Minusma, cette rencontre avait donc pour but de réaffirmer à ses importants partenaires son soutien dans le cadre de la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, à travers l'établissement d'un dialogue de haut niveau entre les deux parties.

Une initiative saluée par la représentante de la Plateforme de la société

civile, Dédéou Sidibé : «C'est une très bonne chose parce que la société civile n'a que l'espace que nous donnent les représentations des Nations-Unies, notamment la Minusma, pour s'exprimer».

La Minusma, quant à elle, continue d'insister sur le rôle de

la société civile après la signature de l'Accord de Bamako, car d'autres étapes sont à venir. Le secrétaire général des Nations-Unies en charge des questions politiques à la Minusma, M. Koen Davidse, a ainsi rappelé le rôle essentiel des acteurs de la société civile dans le processus de paix, notamment en perspective de la préparation de la Conférence d'entente nationale.

Pour sa part, la directrice des affaires civiles, Elsie Effange-Mbella, a souligné la nécessité pour la société civile «d'être plus organisée et engagée dans la mise en œuvre de l'Accord pour la paix qui se veut inclusive».

Un avis partagé par la directrice exécutive de la Coalition nationale de la société civile pour la paix et la lutte contre la prolifération des armes légères (Conascipal), le Docteur Mariam Djibrilla Maiga, qui estime qu'un partenariat doit être mis en place avec l'Etat notamment sur le plan de la sécurité.

«Il faut que la société civile et les populations s'impliquent pour



Photo : DR

accompagner l'Etat pour la sécurisation des populations, des zones et établir des relations de partenariat entre les populations et les Forces de défense et de sécurité, pour qu'il y ait une véritable stabilité au Mali et pour nous permettre de faire face aux actions de développement», a-t-elle déclaré.

Sur le plan humanitaire, le Bureau des Nations-Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) a lancé un

appel à mobiliser 354 millions de dollars en 2016 pour financer la mise en œuvre du troisième et dernier volet du Plan de réponse humanitaire 2014-2016 pour le Mali, notamment les zones du Nord qui avaient sombré en 2012 dans une grave situation d'instabilité.

Au total, 127 projets sont prévus cette année pour aider un million de personnes, principalement dans les zones du nord et du centre du pays, qui ont été

touchées par le conflit en 2012, selon un communiqué de l'agence onusienne.

Par ailleurs, la coordonnatrice humanitaire au Mali, Mbaranga Gasarabwe, a estimé que la signature de l'accord de paix en juin 2015, entre le gouvernement et les groupes politico-militaires est un «acte salubre et porteur d'espoir».

«Sa mise en œuvre devrait permettre de consolider les avancées réalisées à ce jour en matière de reprise des services sociaux de base, de reconstruction et de relance économique», a-t-elle souligné.

L'insécurité alimentaire, la malnutrition ainsi que les conséquences des violences qui ont touché le nord et le centre du pays affecteront plus de 2,5 millions de Maliens en 2016, a-t-on estimé.

En appui au gouvernement, le plan de réponse commun des agences onusiennes et des ONG humanitaires couvre une partie de ces besoins, en renforçant l'accès des personnes les plus vulnérables aux services sociaux de base et en améliorant leurs moyens de subsistance et capacité de résilience.

Des activités de prévention, réduction des risques et préparation aux urgences sont aussi prévues.

TURQUIE

Le chef du parti accuse le pouvoir de «massacre» dans une ville kurde

Le leader du parti pro-kurde de Turquie, Selahattin Demirtas, a accusé hier les forces de l'ordre d'avoir commis un «massacre» contre des civils dans une ville kurde lors d'une opération contre les rebelles du PKK, ce que le gouvernement dément.

«Ils ont commis un massacre de masse à Cizre et ne veulent pas l'annoncer», a affirmé le leader du Parti de la démocratie des peuples (HDP), troisième force politique du Parlement turc, lors d'un discours devant ses députés.

Cizre fait partie des villes kurdes du sud-est à dominante kurde où l'armée et la police mènent depuis deux mois des opérations d'envergure pour déloger des rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) qui y ont proclamé une «insurrection», en creusant des tranchées et érigeant des barricades. Selon des rumeurs qui circulent sur les réseaux sociaux depuis plusieurs jours, 60 habitants de Cizre dont des blessés qui se seraient retranchés dans la cave d'un bâtiment auraient été exécutés lors du week-end par les forces

de sécurité. Par ailleurs, un manifestant kurde de 17 ans a perdu la vie hier dans des circonstances encore floues lors de la répression par la police d'un rassemblement dans le centre-ville de Diyarbakir, le chef-lieu du sud-est anatolien, a-t-on appris de source de sécurité locale.

Environ 3.000 personnes manifestaient pour dénoncer l'opération des forces turques à Cizre, sous couvre-feu depuis deux mois.

Lundi, le Premier ministre islamico-conservateur Ahmet Davutoglu avait catégoriquement

démenti toute attaque visant des civils, affirmant que «l'Etat turc lutte seulement contre les terroristes» et «fait tout pour épargner les civils».

M. Demirtas a pourtant affirmé que «70 à 90 personnes» s'étaient réfugiées dans le sous-sol en question, attaqué, selon lui, par des tanks. «D'après nous, ils ont tué tous les occupants de ce lieu (...) Les autorités ont ensuite dispersé les corps des victimes dans les rues et les maisons dévastées (par les combats) comme si les cadavres étaient déjà là» dans l'objectif de dissimuler leur action, a-t-il dit.

L'armée turque a annoncé lundi que «10 terroristes ont été neutralisés à Cizre», sans aucune référence à des pertes civiles, portant à près de 750 le nombre de rebelles tués depuis décembre.

Ce bilan n'est pas vérifiable de source indépendante.

Depuis l'été, les combats meurtriers ont repris après une accalmie de deux ans entre l'armée, la police et les rebelles.

La reprise du conflit a également causé des dizaines de victimes civiles, plus de 200 selon les ONG, et provoqué l'exode de dizaines de milliers d'autres.

IRAK

Les forces de sécurité étendent leur contrôle au-delà de Ramadi

Les forces irakiennes ont affirmé hier avoir étendu leur contrôle au-delà de Ramadi, permettant ainsi la réouverture de la route vers la capitale Baghdad.

Les forces irakiennes sont parvenues à «libérer des secteurs à l'est de Ramadi», notamment Sijariya, Jouwaiba et Housaiba, a indiqué hier un communiqué du Commandement des forces conjointes. Les autorités avaient annoncé en décembre avoir repris Ramadi, chef-lieu de la vaste province d'Al-Anbar, après des mois de combats contre le groupe terroriste Daesh, mais l'ensemble de la ville n'est toutefois pas encore sécurisé. La reconquête de ces nouveaux quartiers a permis «la réouverture de la route liant Ramadi à Baghdad passant par Khaldiya», précise le communiqué en référence à un secteur longeant la route et sous contrôle des forces irakiennes. Daesh avait pris le contrôle de Ramadi en mai 2015, avant d'en être chassé en décembre. Il contrôle toujours Fallouja, à l'est de Ramadi, et Mossoul (nord), la deuxième ville du pays.

AFGHANISTAN

Des renforts américains en route vers Helmand pour aider à combattre les Talibans

Des renforts de l'armée américaine se dirigent vers Helmand, dans le sud de l'Afghanistan, pour aider les troupes afghanes à combattre les talibans, a indiqué hier la mission de l'Otan en Afghanistan «Soutien résolu».

Ce déploiement, dont l'ampleur n'a pas été précisée, «était programmé», et n'intervient pas en réaction à l'intensification des combats, a affirmé le colonel américain Michael Lawhorn, porte-parole de «Soutien résolu», cité par l'AFP. Conformément à la mission confiée aux troupes de l'Otan en Afghanistan fin 2014, les renforts américains n'ont pas vocation «à participer aux combats», a souligné le colonel Lawhorn. Ce déploiement est censé «muscler» la protection des conseillers militaires américains et «fournir des conseillers pour aider à renforcer en hommes, équiper et former davantage le 215^e corps» de l'armée afghane, a-t-il ajouté.

Quelque 13.000 soldats étrangers déployés en Afghanistan, dont environ 10.000 Américains, sont officiellement cantonnés à des rôles de supervision et de formation, et non plus de combat.